



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 209 du 11 décembre 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	312 728	100 489	39 525	29 572	5 524
Cas/10 000 hab.	305,7	173,1	74,6	53,6	154,7
Nombre de décès	7 354	918	382	442	28
Décès/10 000 hab.	7,19	1,58	0,72	0,80	0,78
Décès/cas	2,35%	0,91%	0,97%	1,49%	0,51%

Chiffres du 10 décembre 2020 à 15h30

Danemark

Selon l'analyste en chef de la banque Nordea, Jan Størup Nielsen, le ministère des Finances a largement surestimé le besoin réel de financement de l'économie danoise. Pour l'année qui se termine, ce dernier devrait se situer autour de 150 Mds DKK (20,2 Mds€), soit 100 Mds DKK (13,4 Mds€) de moins que prévu au printemps par le gouvernement. Cette forte diminution est liée à la relativement faible demande de programmes d'aides par les entreprises, et à un redressement de l'économie danoise plus rapide qu'envisagé.

Google Danemark, Dansk Industri (Confédération des industries danoises) et l'Alexandra Institute se sont associés pour conclure un partenariat afin d'aider les petites et moyennes entreprises à intégrer l'intelligence artificielle (IA) dans leur fonctionnement. Google a développé un outil numérique qui permet d'envoyer des recommandations spécifiques aux PME sur la façon dont elles peuvent utiliser ces technologies. L'Institut Alexandra et Dansk Industri, quant à eux, les conseilleront gratuitement et individuellement pour mettre en œuvre ces recommandations. Selon une analyse de McKinsey, une utilisation accrue de l'IA pourrait améliorer le PIB danois de 1,6 point de croissance en 2030, soit une augmentation annuelle d'environ 40 Mds DKK (5,4 Mds€) par rapport à 2020.

Après deux ans de construction et un investissement de 4,5 Mds DKK (605 M€), Google a ouvert en début de mois son nouveau *Data center* près de Fredericia (côte est du Jutland). Google a également conclu des accords avec cinq parcs solaires au Danemark pour atteindre une capacité totale de 160 MW, et ainsi faire de ce *Data center* l'un des plus verts au monde.

Les nouvelles restrictions imposées à 38 municipalités du Danemark (fermeture des bars, restaurants, salles de sport, lieux culturels etc...) réduiront de 1% la croissance danoise pendant la période où elles s'appliqueront, soit environ 2 Mds DKK (269 M€) de chiffre d'affaires perdu par mois, selon Søren V. Kristensen, l'économiste en chef de Danske Bank. Les restaurants et l'industrie culturelle représentent à eux seuls 1,8% du PIB du Danemark, et les 38 municipalités près de 60% de l'activité dans le pays.

Finlande

L'économie finlandaise se redresse au 3ème trimestre. Selon le Centre national de statistiques, le PIB a augmenté de 3,3% entre les mois de juillet et septembre par rapport au trimestre précédent, en raison de la relative accalmie sur le plan sanitaire au cours de cette période. Le relatif maintien de la consommation privée et des investissements ont permis de soutenir la croissance. En revanche, le niveau des exportations reste fortement inférieur à ce qu'il était à la même période l'année dernière (-13%), principalement en raison de la chute des exportations de services (-30%). Les restrictions mises en place dans le contexte de la seconde vague ralentiront inévitablement la reprise économique dans les mois à venir. Par ailleurs, le ralentissement économique dans les principaux pays clients de la Finlande affaiblit les perspectives de croissance des exportations finlandaises et des investissements à moyen terme.

La Finlande se positionne dès à présent sur la future génération des télécommunications. Alors que la 5G commence à peine à se développer, les travaux portant sur la 6G ont déjà commencé. Le géant finlandais des télécommunications Nokia a pris la tête du projet européen Hexa-X qui a pour objectif de mener à bien des travaux de recherche sur la technologie 6G et de concevoir le processus de pré-standardisation. Cette initiative européenne est un consortium qui réunit les différentes parties prenantes à l'établissement du futur réseau de communications (fournisseurs de technologies, instituts de recherche, etc.). Dans ce contexte, la Finlande, pays pionnier en matière de technologie de gestion des données, a rappelé par la voix de son ministre des Transports et des Communications Timo Harakka que son pays soutenait les objectifs européens de créer une économie européenne unifiée des données. Le projet Hexa-X



débutera le 1^{er} janvier 2021 et durera 2 ans et demi, mais la technologie 6G ne devrait pas être commercialisée avant la prochaine décennie.

Islande

Le Royaume-Uni et l'Islande signent un accord temporaire sur le commerce de marchandises. Le 8 décembre, un accord temporaire a été signé entre le Royaume-Uni, l'Islande et la Norvège. Les conditions commerciales et les niveaux de droits de douane sur les échanges de biens entre les pays resteront inchangés jusqu'à l'entrée en vigueur d'un ALE global avec les pays de l'EEE-AELE en 2021. Cet accord avait initialement été conclu en avril 2019 en cas d'absence d'accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'UE. Au niveau bilatéral, le 11 novembre, un protocole d'accord a également été signé sur leur coopération future dans le domaine de la pêche. Il s'agit d'un des 7 principaux domaines de coopération identifiés par les deux pays pour les 10 prochaines années dans leur déclaration politique conjointe du 14 mai. Le gouvernement islandais a précisé que ce nouveau dialogue n'avait pas vocation à établir des règles de gestion de la pêche contraignantes car il n'y a pas de stocks de poissons/ d'eaux partagés entre les deux pays.

La couronne islandaise s'est appréciée de 7% par rapport à l'euro depuis le 29 octobre. Cette appréciation s'expliquerait par les effets d'annonces d'interventions de la Banque centrale pour stabiliser le marché, ainsi que par les nouvelles positives sur le développement de vaccins. Cette évolution pourrait limiter l'inflation qui, après s'être élevée à 1,7% en janvier, puis à 3,5% en septembre, atteindrait 4% début 2021 selon les dernières prévisions.

Le cours de l'action d'Icelandair grimpe suite aux annonces concernant les 737-MAX. La valeur des actions achetées dans la compagnie aérienne a atteint 641 M ISK (3,98 M€) le 7 décembre. En un mois, la valeur des actions a augmenté de près de 90%, étant tombée à 0,89 ISK début novembre. Icelandair a annoncé que l'avion MAX ferait partie de son programme de vol au printemps prochain.

Norvège

Après plusieurs semaines de négociations, le gouvernement et le Parti du progrès, son allié entre 2013 et janvier 2020, ont trouvé un accord sur le projet de loi de finances. Le Parti du progrès a eu gain de cause sur les questions fiscales (baisse de la pression fiscale de 7 Mds NOK, 636 M€, grâce à une réduction des taxes sur l'alcool, le sucre et le tabac), les seniors (augmentation de 5 000 NOK/mois du minimum retraite), les infrastructures routières (+1,6 Mds NOK, 145 M€) et la santé (abaissment du plafond au-delà duquel les soins deviennent gratuits). En revanche, le Parti libéral et le Parti chrétien-populaire ont défendu avec succès la part de l'APD dans le PIB (1%) et le nombre de réfugiés accueillis tous les ans dans le cadre des quotas de l'ONU (3 000 personnes).

Dans l'accord sur le budget 2021, conclu entre le Parti du progrès et le gouvernement, et qui sera soumis au Storting, la contribution de la Norvège aux fonds structurels de l'EEE est en baisse de 275 M NOK (25 M€), pour un montant total de 6 Mds NOK (545 M€).

Le 7 décembre, la justice irlandaise a accepté de prolonger la protection de Norwegian de la faillite pour une durée de 150 jours, considérant que la compagnie a été pénalisée par son contentieux avec Boeing et par la pandémie de la covid-19. Cette décision porte sur les sociétés Arctic Aviation Asset (leasing) et trois de ses filiales, ainsi que Norwegian Air International et Norwegian Air Shuttle. Le juge irlandais a également nommé un « *examiner* » chargé de gérer le processus de restructuration du groupe. Norwegian s'est dit satisfait de la décision de la justice irlandaise, et se fixe un délai de 100 jours (26 février) pour trouver une solution durable.

Le groupe Kongsberg a annoncé le 30 novembre dernier avoir remporté un contrat majeur avec le gouvernement hongrois. Le montant de ce contrat, remporté avec Raytheon Technology, s'élève à 410 M€. Il vise à renforcer la défense aérienne hongroise et a été salué en Norvège du fait de l'activité induite importante pour un bon nombre de sous-traitants.

L'agence Innovation Norway a versé une enveloppe de 112 M NOK (10 M€) à cinq projets pilotes dans le domaine du transport maritime vert. Ces fonds permettront à des entreprises d'investir dans de nouveaux bateaux sans émissions, de stimuler l'électrification de la flotte norvégienne et de promouvoir les énergies renouvelables (ammoniaque et GNL).

Suède

Le chômage a atteint 8,8% en octobre 2020 selon Pôle Emploi Suède, contre 7,1% en octobre 2019. En un an, le nombre de personnes sans emploi a ainsi augmenté de 100 000 personnes, portant le nombre total de chômeurs à 455 000 personnes.

Le PIB suédois a progressé de 0,5% en octobre par rapport à septembre, mais recule de 2,2% en glissement annuel. Ce chiffre s'avère cependant supérieur aux estimations initiales, laissant à penser que la reprise au T4 2020 sera, malgré une croissance mensuelle faible pour novembre et décembre, moins mauvaise que prévue. A noter que cet



indicateur mensuel, communiqué par l'Institut de statistiques SCB, est élaboré selon la même méthodologie que les chiffres trimestriels, mais avec des données plus restreintes donc plus incertaines.

Réforme du marché du travail. Face à la menace du gouvernement Löfven et de ses alliés libéraux et centristes d'attenter à la liberté des partenaires sociaux en légiférant directement sur la réforme du droit du travail, ces derniers ont finalement trouvé un terrain d'entente. L'accord trouvé, hautement symbolique, fixera d'une part le cadre d'une nouvelle convention collective centrale (*huvudavtal*) entre les partenaires sociaux adhérents, et d'autre part les grandes lignes de la réforme de la loi 1982:80 sur la sécurité et la protection de l'emploi (LAS), que les partenaires de la coalition gouvernementale se sont engagés à mettre en place avant la fin de cette législature en septembre 2022.

Précisions sur le rythme de vaccination contre la Covid-19. Selon le scénario le plus optimiste, 2 M de personnes pourront être vaccinées d'ici Pâques 2021 (4 M de doses auront été reçues à cette période, à raison de deux doses par personne). L'ensemble des personnes appartenant aux groupes à risque étant estimé à 2,6 M, un nouvel ordre de priorité va être instauré : les premiers bénéficiaires du vaccin seront les 600 000 résidents d'EHPAD, les personnes âgées recevant une aide à domicile et le personnel soignant des deux catégories précédentes. La vaccination de ce groupe ciblé débutera en janvier et devrait s'achever d'ici mars 2021, en fonction des livraisons. Il est enfin prévu que la totalité de la population adulte ait la possibilité de se faire vacciner au cours des six premiers mois de 2021.

La répartition des doses de vaccin entre les régions sera effectuée par l'Agence nationale de la santé publique (FHM) et se fera en fonction de la taille de la population à risque -comme définie précédemment- et non en fonction de la population totale de la région. Le coût de la campagne de vaccination, estimé à près de 900 M€, sera intégralement à la charge de l'Etat. Les régions recevront 275 SEK (27,5€) par dose de vaccin administrée, soit 55€ par personne pour l'injection des deux doses.

L'indice PMI des directeurs d'achats, indicateur permettant de rapporter l'état économique du secteur manufacturier, est actuellement fortement orienté à la hausse et atteint des niveaux très élevés dans le contexte européen, tant pour l'ensemble du secteur manufacturier (58,3% en octobre puis 59,1% en novembre) que pour l'activité des services (55,3% en octobre et 58,6% en novembre). Pour rappel, une valeur supérieure à 50% indique une expansion de l'activité du secteur.

Le gouvernement prend des mesures pour réduire la consommation de sel et de sucre. Le gouvernement vient de demander à l'Agence nationale des Produits alimentaires d'initier un dialogue avec tous les acteurs du secteur agroalimentaire afin d'atteindre un accord visant à réduire le contenu en sel et sucre des produits agroalimentaires vendus sur le marché suédois. L'Agence devra également remettre au gouvernement un plan d'action pour réduire la consommation de produits très énergétiques mais pauvres en substances nutritives (sodas, sucreries, etc.).

Sensibles au dérèglement climatique, les Suédois réduisent leur consommation de viande. Selon les statistiques récentes de l'Agence suédoise de l'Agriculture, les Suédois ont augmenté leur consommation de viande par capita de plus de 30% entre 1980 et 2019 (+10% pour les fruits ; +110% pour les légumes ; +14% pour les céréales). Les tendances de consommation plus récentes montrent toutefois que les Suédois ont réduit leur consommation de viande de 6 % entre 2016 et 2019, notamment afin de lutter contre le dérèglement climatique. La consommation de sucreries a nettement augmenté (+55% entre 1980 et 2019), tout comme l'approvisionnement énergétique total (de 12,3 MJ/jour à 13,1 MJ sur la même période).

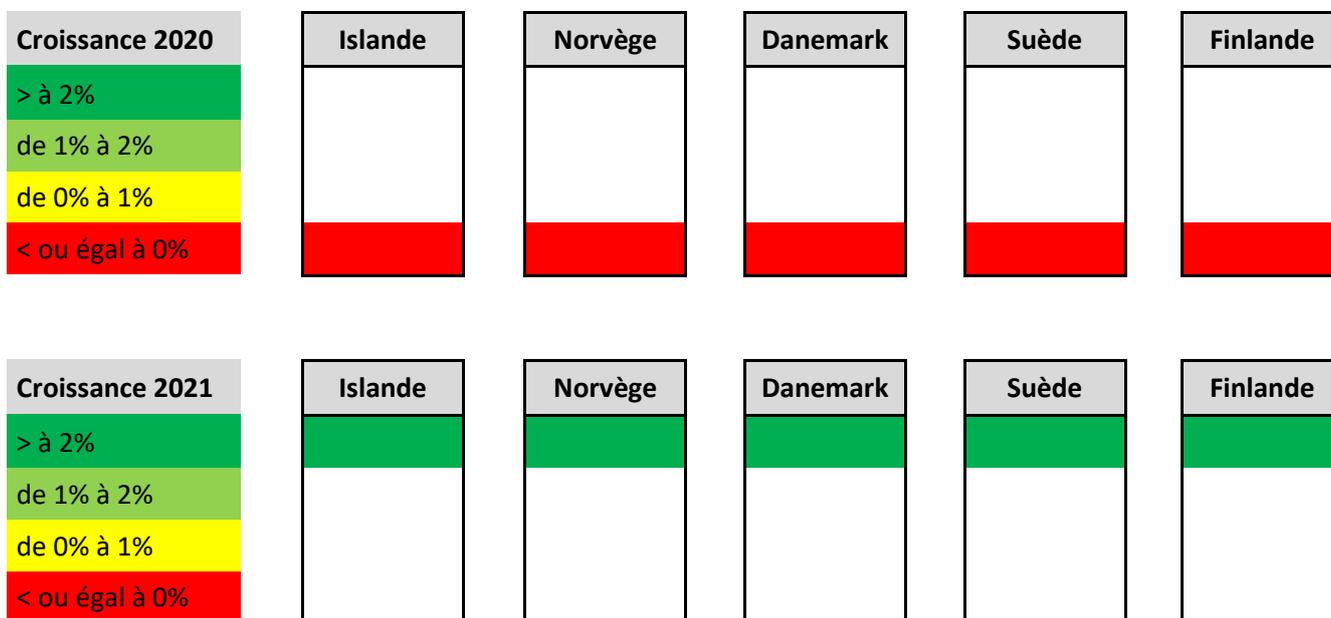
L'opérateur ferroviaire MTR Nordic a remporté l'exploitation des lignes de Mälardalstrafiken, au sud-ouest de Stockholm, à partir du 12 décembre 2021. Le contrat, valable huit ans avec possibilité de prolongation d'un an, est estimé à 4 Mds SEK (389 M€). Il confère à MTR la responsabilité des opérations de trafic, du service client à bord, de la gestion des opérations, de la gestion des pannes, de l'entretien des véhicules, du nettoyage des véhicules et du trafic de remplacement. Cet accord est une perte importante pour l'opérateur historique SJ, en monopole sur ces lignes depuis 1995.

SAS accuse une perte près de 3 Mds SEK (290 M€) au quatrième trimestre de son année d'exercice, par rapport à la même période l'an dernier. Préoccupé, le PDG de SAS, Rickard Gustafson, estime que même si les progrès réalisés sur le front des vaccins sont prometteurs, il est impossible de fournir des prévisions pour 2021. Pour mémoire, à la fin du quatrième trimestre, la recapitalisation de SAS a permis à l'entreprise de recevoir 12 Mds SEK (1,17 Md€) de nouvelles liquidités.



La quinzaine nordique – 27 novembre 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'été (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-4,5	4,2	-4,5	2,6	-3,1	4,4	-4,6	4,1	-9	5,0
Banque centrale	-3,6	3,6	-4,7	2,7	-1,8	3,8	-6,9	4,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****	-4,0	2,9	-4,5	3,2	-1,9	3,7	-3,4	3,6	-7,6	4,9
Commission*	-3,9	3,5	-4,3	2,9	-3,6	2,8	-3,4	3,3	-7,3	3,1
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-2,8	3,6	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	-5,8	3,7	-7,9	3,7	-6,0	4,7	-6,7	1,7	-9,9	4,6
SEB	-4,5	5,0	-2,9	3,2	-2,6	3,4	-3,8	4,2	-	-
Nordea	-4,5	3,0	-5,0	3,0	-3,5	4	-3,5	4,0	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	-3,5	3,5	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2020)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (juin 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



La quinzaine nordique – 27 novembre 2020 © DG Trésor

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-3,9	-2,4	-7,7	-5,0	7,6	-	-5,5	-3,5	-1,7	-
Commission*	-4,2	-2,5	-7,6	-4,8	3,1	7,8	-3,9	-2,5	-9,4	-9,2
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	-9,1	-7,2	-8,4	-7,4	-2,4	-0,1	-8,8	-8,5	-9,8	-6,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	43,2	41,5	70,2	72,8	-	-	42,9	42,0	-	-
Commission*	45,0	41,1	69,8	71,8	46,2	43,7	39,9	40,5	60,6	67,3
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,1	0,4	1,1	1,3	1,8	0,6	0,8	3,0	2,8
cons. privée*	-2,9	4,7	-4,4	3,5	-6,8	3,9	-4,6	3,4	-5,7	2,9
chômage (BIT)*	6,1	5,8	7,9	7,7	5,3	4,8	8,8	9,2	10,1	9,5

Source :

 * *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

 ** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

 *** *Perspectives économiques* (juin 2020)

 **** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

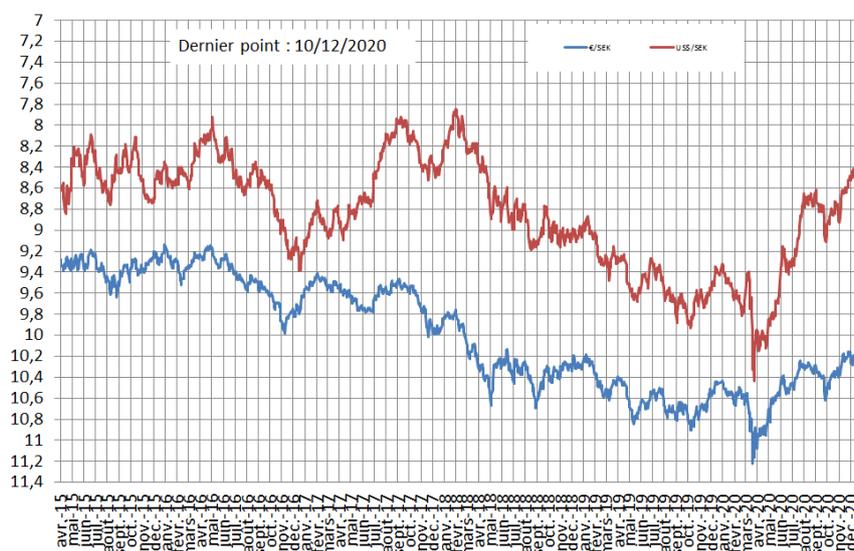
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

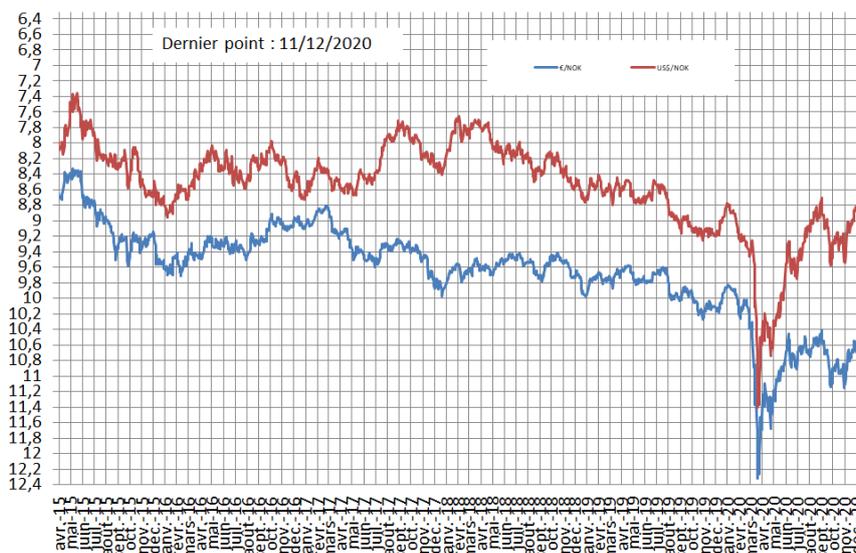


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric_duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingalill d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, P. Caceres), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, F. Belle-Larant), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, E. Tredetz) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Damblemont).